

Richesse et valeur : un couple qui ne fait pas bon ménage

Jean-Marie Harribey

L'Homme et la société

Revue internationale de recherche et de synthèse en sciences sociales

n° 156- 157, avril-septembre 2005, p. 27-43

La réflexion sur la richesse connaît un regain de vie depuis quelques années. Ce renouveau est largement dû à la prise de conscience de l'immensité des dégâts provoqués par la marchandisation accélérée des activités humaines dont le capitalisme financier mondial a absolument besoin s'il veut conserver, sinon élargir, la base productive de son accumulation.

La critique de la marchandisation va donc de pair avec une reconsidération de la richesse, en tout cas avec une remise en cause de ce que le capitalisme considère comme étant de la richesse légitime.

Les travaux s'inscrivant dans cette perspective adoptent des angles d'attaque différents. Une première orientation s'est dessinée autour de la définition de la richesse. Ainsi, en France, Dominique Méda et Patrick Viveret, de manière séparée, mais le second se référant à la première, ont-ils proposé une certaine critique à l'encontre des définitions attribuées à l'économie politique classique. Une deuxième orientation a vu le jour, essentiellement en Amérique du Nord, qui s'est attachée à élaborer de nouveaux indicateurs de richesse, alternatifs ou complémentaires au PIB, ce dernier étant l'indicateur le plus courant mais aussi reflétant la conception la plus étroite, voire erronée, de la richesse. Jean Gadrey et Florence Jany-Catrice ont donné récemment une synthèse de ces tentatives de construction de nouveaux indicateurs de richesse.

Les deux démarches ne sont pas incompatibles. Mieux, la seconde a besoin de la première en amont pour cerner le cadre et l'orientation de la recherche. Et d'ailleurs, on y trouve des justifications souvent communes, et aussi les mêmes ambiguïtés et sujets de controverse.

Une troisième démarche est issue du courant, plus en voie de constitution que véritablement unifié, né autour des travaux sur l'émergence d'un « capitalisme cognitif ». Ici, l'origine de la richesse et de la valeur est renvoyée à un ailleurs de la production, situé quelque part entre le virtuel et le moindre acte de la vie quotidienne, même celui qui est hors du champ investi par le capital.

Je vais tenter de montrer que la redéfinition de la richesse qui est proposée dans ces démarches part d'une mauvaise critique et de ce fait débouche sur des propositions de faible portée. Essentiellement parce que sont confondus les concepts de richesse et valeur, ou encore de valeur d'usage et valeur d'échange. Je vais donc plaider pour un retour aux sources de l'économie politique et de la critique de celle-ci. Mais sans que ce retour ne signifie une conception étriquée de la richesse, au contraire puisque j'essaierai de montrer qu'il permet d'élargir considérablement le champ de celle-ci, et simultanément de reprendre la critique des catégories économiques dominantes.

1. Une critique mal engagée et mal fondée

Le processus d'accumulation peut être analysé comme le triomphe de la *valeur* sur la *valeur d'usage* ou de la *valeur* sur la *richesse*. La critique de ce processus exige donc d'exhumer des catégories que l'économie politique avait jadis mises à l'honneur mais que l'idéologie libérale néo-classique avait rejetées parce que Marx en avait fait le pivot de sa

critique du capitalisme. Ces catégories, loin d'être obsolètes, constituent le socle théorique pour concevoir la richesse autrement que comme une « immense accumulation de marchandises »¹.

La richesse vaut plus que la valeur

L'insuffisance bien connue du PIB tient au fait qu'il mesure uniquement ce qui relève de la sphère monétaire qui comprend elle-même deux compartiments : la sphère monétaire marchande (ce qui est produit pour être vendu sur le marché avec profit) et la sphère monétaire non marchande (les services collectifs à but non lucratif comme l'éducation). Au sein de cette sphère monétaire sont produits des biens et services parce qu'ils sont (à tort ou à raison) considérés comme utiles, c'est-à-dire ayant une valeur d'usage. Mais, déjà, on voit que certains (les services collectifs) ont une valeur d'usage sans avoir de valeur d'échange marchande bien que monétaire. Mieux encore : les services rendus bénévolement dans la société ou les autres formes de richesse collective telles que la paix, la solidarité, le lien social, la création artistique non mercantile, ou encore le soleil et l'air, ont une valeur d'usage sans avoir de valeur monétaire.

La valeur vaut moins que les valeurs

La preuve est donc faite qu'Aristote avait raison et que Smith, Ricardo et Marx ont eu raison de lui donner raison sur ce point : la richesse ne se réduit pas à la valeur et la valeur ne vaut rien à côté des valeurs.

Récemment, Dominique Méda et Patrick Viveret², ont repris d'anciennes critiques du PIB en pourfendant les fondateurs de l'économie politique cités plus haut auxquels ils attribuent la responsabilité d'une conception étroite de la richesse. Ne s'agit-il pas d'un contresens ? Méda et Viveret redisent aujourd'hui que le PIB ne prend en compte que les productions monétaires, laissant de côté les autres richesses et, au contraire, intègre bon nombre de nuisances. Mais cela est connu depuis la distinction entre valeur d'usage et valeur d'échange et leur tort est de s'attaquer aux penseurs qui ont établi cette séparation. Bruno Ventelou surenchérit en écrivant : « Toutes les variations non "marchandes" : qualité et quantité d'air pur, qualité et quantité des relations hors marché entre "individus", sont délaissées ou sous-estimées *faute d'entrer parfaitement dans la théorie.* »³ Or si elles ne sont pas *prises en compte*, au sens propre de l'expression, ce n'est pas parce qu'elles n'entrent pas dans la théorie, c'est parce qu'elles n'appartiennent pas – et peut-être est-ce tant mieux – à la sphère monétaire. Méda joue sur la polysémie du terme *valeur* quand elle écrit : « J'ai moi-même plaidé pour qu'à côté des activités purement productives (le travail), on reconnaisse de la valeur – et derechef qu'on accorde un espace et un temps suffisants – aux activités politiques, familiales, culturelles et personnelles [...] »⁴.

Cette démarche semble bâtie sur plusieurs confusions. *Primo*, il ne peut pas y avoir de définition du travail productif en soi ; celui-ci doit être chaque fois relié au rapport social en vigueur : productif de valeur pour le capital ou bien productif de valeur monétaire non marchande ou bien productif de simple valeur d'usage. Quand Smith, Malthus et Marx parlaient de l'improductivité des services domestiques, il s'agissait d'une improductivité de

¹ . K. Marx, *Le Capital*, Paris, Gallimard, La Pléiade, tome I, 1965, p. 561.

² . D. Méda, *Qu'est-ce que la richesse ?*, Paris, Alto Aubier, 1999 ; P. Viveret, *Reconsidérer la richesse*, Rapport d'étape de la mission « nouveaux facteurs de richesses » au Secrétaire d'Etat à l'Economie Solidaire, Paris, 2001, La Tour d'Aigues, Ed. de l'Aube, 2003.

³ . B. Ventelou, *Au-delà de la rareté, La croissance économique comme construction sociale*, Paris, A. Michel, 2001, p. 119, souligné par moi. Voir J.M. Harribey, « Le capitalisme transmet la rareté », *Le Passant Ordinaire*, n° 38, janvier-février 2002.

⁴ . D. Méda, « Quelques notes pour en finir (vraiment) avec la "fin du travail" », *Revue du MAUSS semestrielle*, « travailler est-il (bien) naturel ? Le travail après la "fin du travail" », n° 18, 2^e semestre 2001, p. 76.

valeur pour le capital et non pas d'une improductivité de valeurs d'usage. On ne peut que leur donner raison.

Deuzio, la notion de travail productif n'a rien à voir avec la matérialité ou non de son résultat. Smith et Marx avaient certes raisonné sur la production matérielle parce qu'elle était quasiment le seul exemple sous leurs yeux qui engendrait l'accumulation du capital⁵. Mais la possibilité d'un espace pour la production immatérielle et, plus généralement, pour toute la richesse existait. Marx disait que les deux sources de la richesse étaient la nature et le travail⁶. En donnant une définition du travail productif dans l'économie capitaliste, il désignait le travail productif de plus-value pour le capital et non pas le travail productif en général de valeur d'usage. Dans son esprit, cela ne signifiait pas une approbation de cette restriction mais au contraire une dénonciation.

Tertio, au sujet des services collectifs, il convient donc à mon sens de s'écarter de la position définie par Smith⁷ et que Marx a semble-t-il reprise parce que, à l'époque, la production de services collectifs était quasi inexistante et que les services fournis aux classes dominantes par les domestiques qu'elles s'attachaient n'engendraient évidemment aucun capital nouveau. Bien entendu, la rémunération de la domesticité est une dépense d'une partie du revenu (un « prélèvement ») de la classe dominante. Mais l'erreur serait de déduire du raisonnement de Smith qu'il s'agit d'un prélèvement stérile de quoi que ce soit. C'est un prélèvement stérile pour le capital puisqu'il aurait mieux valu pour celui-ci embaucher un salarié de plus dans l'industrie capitaliste pour produire des marchandises vendables sur le marché plutôt que de payer des domestiques à faire le ménage. Mais, d'une part, il n'est pas

⁵ . Même si la chose est moins nette chez Smith, on peut se référer à de multiples passages de Marx : « Le fait, pour le travail, d'être productif n'a absolument rien à voir avec le contenu déterminé du travail, son utilité particulière ou la valeur d'usage particulière dans laquelle il se matérialise. » [K. Marx, *Matériaux pour l'économie*, Paris, Gallimard, La Pléiade, tome II, 1968, p. 393]. « Certains travaux susceptibles d'être consommés uniquement comme services ne peuvent constituer des produits à part, transformables en marchandises autonomes ; toutefois, ils peuvent être exploités directement de manière capitaliste. *Mais, comparés à la masse de la production capitaliste, ces travaux sont quantitativement peu importants.* » [K. Marx, *Matériaux pour l'économie*, 1968, p. 393-394, souligné par moi]

⁶ . « Le travail n'est donc pas l'unique source des valeurs d'usage qu'il produit. Il en est le père, et la terre la mère, comme dit William Petty. » [K. Marx, *Le Capital*, 1965, p. 571]. « Le travail n'est pas la source de toute richesse. La nature est tout autant la source des valeurs d'usage (et c'est bien en cela que consiste la richesse matérielle !) que le travail, qui n'est lui-même que la manifestation d'une force matérielle, de la force de travail humaine. » [K. Marx., *Le Capital*, 1965, p. 1413].

⁷ . Smith [*La richesse des nations*, Paris, GF-Flammarion, 1991, tome 1, p. 417 et suiv.]. Dans les *Grundrisse* [Paris, Gallimard, La Pléiade, tome II, 1968, p. 242], Marx reprend l'exemple de Senior à propos du fabricant de pianos et du pianiste : « Le fabricant de pianos reproduit du capital ; le pianiste ne fait qu'échanger son travail contre un revenu. » Telle quelle, la réponse de Marx n'est pas suffisante et dans d'autres passages, il l'affinera. Je considère que quatre cas de figure au sujet du pianiste sont à envisager qui correspondent à quatre modes de production abstraits. Premièrement, le musicien vient faire son récital devant son mécène et reçoit ensuite son obole des mains généreuses de son Altesse (tel fut le sort de Mozart à la cour de Vienne et de tant d'autres). C'est de ce cas dont parle Marx dans la citation ci-dessus et il le fait de manière correcte, mais ce cas ne reflète pas le mode de production capitaliste. Deuxièmement, le musicien est un artisan qui vend son produit à sa valeur reconnue par le marché, laquelle excède la valeur de sa seule force de travail et qui lui permet d'accumuler à petite échelle du capital (c'est ce point qui sépare l'artiste artisan de l'artiste mozartien). Troisièmement, le musicien est employé comme professeur dans une école de musique privée appartenant à un capitaliste cherchant la rentabilité de son capital : le musicien est productif de capital. C'est, sans conteste, également le point de vue de Marx. Le problème théorique naît avec le quatrième cas de figure possible : le musicien est employé par l'Etat ou une collectivité quelconque qui ont décidé que tous les enfants devaient apprendre la musique en même temps que le calcul. Faut-il ranger ce musicien dans la même catégorie que Mozart ou bien dans une nouvelle catégorie, celle d'un travailleur ne produisant pas du capital mais du revenu ? Marx ne répond pas à cette question, mais établit pourtant la même typologie que celle proposée ci-dessus : « Une chanteuse qui chante comme un oiseau est un travailleur improductif. Lorsqu'elle vend son chant, elle est salariée ou marchande. Mais la même chanteuse, engagée pour donner des concerts et rapporter de l'argent, est un travailleur productif, car elle produit directement du capital. » [K. Marx, 1968, *Matériaux pour l'économie*, p. 393].

stérile de valeurs d'usage (les services produits par la domesticité), et, d'autre part, il donne lieu à un revenu supplémentaire reçu par la domesticité. Le contresens de toute l'histoire de la théorie économique fut de ne voir dans la dépense improductive de capital qu'un prélèvement (ce qui, soit dit en passant, est un truisme car toute dépense est effectivement un prélèvement sur un revenu) en ignorant que cette *décision* de dépense supplémentaire fait naître l'activité qui engendrera un produit et un revenu supplémentaires. Bref, c'est le domestique de Smith qui crée lui-même le revenu net additionnel qui le rémunèrera. On verra plus loin que c'est le grand mérite de Keynes d'en avoir donné la théorie qui, sur ce point, dépasse celle de Marx⁸.

La critique que Méda, Viveret et d'autres adressent aux économistes classiques anglais doit en réalité être tournée vers les libéraux contemporains qui assimilent richesse (la valeur d'usage) et valeur d'échange et qui n'accordent aucune place aux services publics, au point que l'avenir de l'humanité devient la marchandisation infinie, puisqu'à leurs yeux la satisfaction des besoins ne peut provenir que de l'extension de la sphère marchande confondue avec celle des valeurs d'usage.

Le flux de richesse ne se réduit pas au PIB, c'est-à-dire aux valeurs monétaires ajoutées par le secteur marchand et le secteur non marchand ; en outre, une partie de la valeur marchande est constituée de nuisances appelées externalités négatives qui ne sont pas de la richesse. Un autre problème naît avec la partie de la richesse correspondant à la qualité du bien-être ou aux dons de la nature, les externalités cette fois positives. Vouloir leur attribuer une « valeur » sans préciser qu'il s'agit d'une valeur qui ne peut être monétaire, qui se situe sur un autre plan que l'économique, celui du politique, de l'éthique et de l'esthétique, celui des « valeurs », au mieux entretient une redoutable ambiguïté, au pire constitue une grave erreur.

Beaucoup s'ingénient à essayer de compléter le PIB qui ne peut l'être. En somme, l'addition du PIB n'est pas fautive. Elle représente la valeur monétaire, c'est-à-dire une partie de la richesse. Le travail est bien le seul facteur susceptible de donner de la valeur monétaire, mais il y a du travail qui aboutit à des valeurs d'usage sans valeur d'échange et, en plus, il y a des richesses (non économiques) qui échappent au champ du travail. Le champ couvert par le PIB est conventionnel : il dépend de l'étendue des activités que la société décide de monétariser ou non. De ce fait, pour une même quantité de valeurs d'usage et donc pour le même bien-être, le PIB peut être plus ou moins important. Si l'on ajoutait au PIB une valeur estimée des productions non monétaires, le PIB serait accru de 50 à 75% mais sans que le bien-être ne varie puisque la quantité de valeurs d'usage serait la même. En définitive, le PIB n'est pas un indicateur de toute la richesse, c'est un indicateur du flux de valeur monétaire.

Ainsi, faut-il abandonner une formule qui, à force d'être ressassée, finit par être fautive⁹. Un accident de la route n'augmente pas le PIB, pas plus qu'une maladie. Quand il pleut, le PIB n'augmente pas. Si le PIB augmente, c'est parce qu'on soigne le blessé ou le malade, parce qu'on produit un parapluie ou parce qu'on sème du blé après l'ondée. Certains avancent l'idée qu'il ne faut pas compter comme richesse la réparation de dégâts (dépense dite « défensive ») au motif qu'elle n'augmente pas le bien-être. Certes, la réparation ne fait que permettre, au mieux, de retrouver le niveau de bien-être avant dégâts. Mais sans elle, le niveau de bien-être resterait amoindri, et par rapport à ce niveau-là, le bien-être est de nouveau

⁸ . Voir J.M. Harribey, « Le travail productif dans les services non marchands : un enjeu théorique et politique », *Economie appliquée*, tome LVII, n° 4, 2004, p. 59-96. Voir aussi J.M. Harribey, « Le développement implique l'anticipation des services collectifs : les prélèvements obligatoires sont des suppléments obligatoires », *Revue Africaine des Sciences Economiques et de Gestion*, janvier-juin 2001, vol. III, n° 1, p. 3-38. Textes disponibles sur <http://harribey.u-bordeaux4.fr>.

⁹ . Formule lapidaire dont j'ai moi aussi abusé pour aller vite (« plus on est malade, plus le PIB augmente », J.M. Harribey, *La démence sénile du capital, Fragments d'économie critique*, Bègles, Ed. du Passant, 2002, p. 40, et 2^{ème} éd. 2004, p. 42).

augmenté. Poursuivons le raisonnement : si je marche, je dépense une quantité d'énergie ; plus je m'approche d'un état d'hypoglycémie, plus mon bien-être s'amenuise. Dois-je considérer que la production d'un repas pour restaurer mon potentiel énergétique ne participe pas au bien-être ? Ce serait confondre une fois de plus valeur d'usage et valeur. C'est malheureusement le pas franchi par ceux qui déplorent le fait que le PIB ne tienne compte que des *outputs* et pas des *outcomes*¹⁰. Ils ne sont alors pas loin de brouiller un peu plus la distinction entre énoncé positif et jugement normatif.

2. Quelle critique de l'économie politique ?

L'économie politique classique doit certes être critiquée, mais en aucune manière sur des bases qui fleurent trop la théorie néo-classique encore moins scientifique que son aïeule. Malheureusement, certaines thématiques actuelles risquent de nous faire régresser plutôt qu'avancer. Tel est le cas de l'idéologie de la « nouvelle économie » et du mirage d'une richesse jaillissant du virtuel, et tel est aussi le cas de l'idéologie prônant le recul des services non marchands comme moyen d'accroître la richesse disponible.

Nouvelle richesse, nouvelle valeur ?

Le discours sur la « nouvelle économie » recouvre une réalité incontestable : l'évolution des techniques entraîne une transformation des manières de produire à travers le renouvellement complet des équipements, une mutation des objets et des services produits, et un changement dans la manière d'intégrer le savoir et l'information qui deviennent des éléments de plus en plus centraux de la production. Le bouleversement des rapports de forces dans la société n'est pas moindre, mais il est soumis à des éléments contradictoires : d'un côté, se manifeste une tentative d'assujettissement sous de nouvelles formes de la force de travail, de l'autre « le capitalisme cognitif est condamné à devoir vivre avec les acteurs sociaux des réseaux comme le capitalisme de grande fabrique dut s'accommoder des ouvriers »¹¹.

Mais le discours sur la « nouvelle économie » recouvre aussi un mythe, voire une mystification : le monde entrerait dans l'au-delà de la nécessité et de la rareté grâce aux vertus d'un capitalisme désormais promis à l'éternité. Ce mythe est largement diffusé par la théorie libérale néoclassique qui domine l'enseignement de l'économie. Mais il trouve également un écho dans un courant qui se revendique de l'hétérodoxie et qui prétend justifier l'abandon simultané des fondements de l'économie politique et des fondements de la critique de celle-ci, telle que l'avait formulée Marx. Regardons-y de plus près.

L'économie politique naquit à la fin du XVIII^e siècle au moment où la révolution des rapports sociaux permit à la bourgeoisie montante de prolétarianiser une fraction croissante des populations rurales en déshérence pour impulser la dynamique de l'accumulation du capital par le biais du développement industriel. Les fondateurs de l'économie politique crurent découvrir alors des lois universelles et intemporelles gouvernant la production et l'échange de richesses : la propriété privée est un droit naturel, les hommes ont une propension à l'échange, leurs intérêts individuels coïncident avec l'intérêt général et le contrat marchand fonde la société. Ils se trompaient car les lois qu'ils mettaient au jour n'étaient pas naturelles mais sociales et historiques ; en fait, ce ne sont que les lois de l'économie capitaliste : par exemple, la tendance à accumuler le capital qui dégénère périodiquement en crise de surproduction, et la lutte pour la répartition du produit du travail qui oriente le sens de l'évolution de la société.

Cependant, en dépit de leur erreur épistémologique, les classiques eurent le mérite de mettre au centre de l'économie politique le problème de la richesse et de la valeur. Ils

¹⁰ . J. Gadrey, F. Jany-Catrice, *Les nouveaux indicateurs de richesse*, Paris, La Découverte, Repères, 2005, p. 18 et 24.

¹¹ . Y. Moulier Boutang, « L'âme et la loi », *L'Humanité*, 29 juin 2000, supplément.

établirent l'irréductibilité de la richesse à la valeur : la lumière du soleil, l'air, les services publics et les services rendus dans un cadre domestique ou associatif, constituent des richesses, des valeurs d'usage, sans pour autant avoir de valeur marchande. Certes, ils voyaient cette dernière, que l'on n'allait pas tarder à identifier à « la valeur », comme une propriété immanente du travail concret effectué par le menuisier faisant un meuble ou par le tisserand filant du drap. Marx leur rétorquera justement que la valeur d'échange d'une marchandise ne dépend pas du travail de celui qui l'a produite mais des conditions techniques moyennes de production dans la société et de la rémunération moyenne du capital qu'exigent les capitalistes. Sur le marché capitaliste ne s'échangent donc pas directement des travaux particuliers mais du travail rendu abstrait, c'est-à-dire débarrassé de ses caractéristiques concrètes, pour ne se présenter que sous forme de valeur venant grossir le capital. Ainsi, la *possibilité* de la critique de l'économie politique était contenue en elle ; c'est ce qui fait toute sa force et cela suffit à justifier que l'on continue de l'étudier aujourd'hui. La théorie de l'exploitation du travail et donc sa critique radicale et définitive grâce au concept de plus-value de Marx est issue de l'économie politique, tout en constituant le noyau de la critique de cette dernière et, au-delà, de celle du capitalisme. En faisant des rapports sociaux le pivot de l'analyse du capitalisme, Marx sortit l'économie politique de son économisme et de son naturalisme.

Or, aujourd'hui, certains auteurs¹² développent une « critique » qui prétend à la fois dépasser l'économie politique et sa critique. Quelle est leur thèse ? Les nouvelles techniques introduiraient un nouveau paradigme, c'est-à-dire une révolution conceptuelle qui obligerait à abandonner toutes les catégories que nous utilisons pour analyser le capitalisme. Ainsi, le travail cesserait d'être le centre où se nouent les rapports sociaux capitalistes. Les plus osés allaient jusqu'à dire encore récemment que le travail était en voie de disparition et tous affirment qu'il ne peut plus constituer la substance de la valeur, que la valeur ne peut donc être la forme du travail abstrait, et par conséquent que la quantité de travail ne peut plus en être la mesure. Cela résulterait du passage d'une économie produisant de la matière à partir de la matière et du travail à une économie produisant de l'information à partir de l'information et des connaissances. Dans une telle économie, compteraient les multiples externalités positives qui naîtraient de la mise en réseau et qui constitueraient le nouveau cœur de la création de valeur. Enfin, les classes sociales disparaîtraient puisque la financiarisation de l'économie permettrait à tous d'accéder au bien-être.

La thèse de la fin du travail et du salariat comme réalité objective actuelle a été réfutée ailleurs¹³. Bornons-nous ici à rappeler que l'augmentation de la productivité du travail qui résulte conjointement de l'amélioration des connaissances et du savoir-faire, du perfectionnement des techniques et de la mise en réseau des systèmes productifs et d'échange, n'infirme pas la théorie de la valeur-travail mais la confirme : au fur et à mesure que la productivité augmente, la valeur des marchandises diminue. Quand bien même le travail

¹² . Notamment : J. Robin, *Quand le travail quitte la société post-industrielle*, Paris, GRIT éd., 2 vol., 1993 et 1994 ; D. Méda, *Qu'est-ce que la richesse ?*, op. cit. ; R. Passet, *L'illusion néo-libérale*, Paris, Fayard, 2000 ; J. Rifkin, *L'âge de l'accès, La révolution de la nouvelle économie*, Paris, La Découverte, 2000 ; Y. Moulier Boutang, « Refuser la pensée unique de la "valeur-travail" », *Vert Europe*, n° 1, février 1999 ; « Marx en Californie : le troisième capitalisme et la vieille économie politique », Congrès Marx International III, Université Paris X, Nanterre, 26 au 29 septembre 2001 ; M. Hardt, A. Negri, *Empire*, Paris, Exils Ed., 2000 ; C. Vercellone (sous la dir. de), *Sommes-nous sortis du capitalisme industriel ?*, Paris, La Dispute, 2003. Pour une critique de la thèse du « capitalisme cognitif », voir J.M. Harribey, « Le cognitivisme, nouvelle société ou impasse théorique et politique ? », *Actuel Marx*, n° 36, septembre 2004, p. 151-180.

¹³ . Voir J.M. Harribey, *L'économie économe, Le développement soutenable par la réduction du temps de travail*, Paris, L'Harmattan, 1997 ; « De la fin du travail à l'économie plurielle : quelques fausses pistes », in Appel des économistes contre la pensée unique, *Le bel avenir du contrat de travail, Alternatives au social-libéralisme*, Paris, Syros, 2000, p. 19-40.

requis serait entièrement intellectuel, il n'en serait pas moins du travail, et quand bien même le travail nécessaire à la production diminuerait inexorablement jusqu'à disparition complète, cette théorie serait confirmée puisque la valeur d'échange tendrait vers zéro. Ce que ne comprennent ni les économistes libéraux actuels ni leurs faux critiques, c'est que plus la richesse produite augmente en termes physiques, c'est-à-dire en termes de *valeurs d'usage*, plus la *valeur d'échange* diminue avec la hausse de la productivité du travail. Pourquoi entrevoit-on la possibilité d'accéder aux logiciels gratuitement ? Parce qu'ils ne valent rien ou presque, ne nécessitant que peu ou pas de travail, ou plus exactement parce que leur conception – véritable travail immense – est amortie sur un très grand nombre de duplications qui, elles, ne coûtent qu'un travail infime. De manière très parlante, Pierre-Noël Giraud reprend une formule célèbre en la modulant : « Un spectre hante le capitalisme : la gratuité »¹⁴

Mais, comme l'ensemble de la production ne relève pas – on en est sans doute très éloigné – de l'automatisation complète et donc de l'abondance et de la gratuité, la lutte continue pour l'appropriation de la valeur créée par le travail, celui-ci étant loin d'avoir disparu dans le monde. D'abord, la guerre que mènent les détenteurs de capitaux contre l'emploi, les salaires et les conditions de travail bat son plein. Ensuite, les concentrations d'entreprises par fusions ou absorptions se multiplient : leurs instigateurs entendent se positionner à la meilleure place pour capter le plus de valeur possible par le biais de prix de monopole bien au-dessus de la valeur des produits¹⁵ ou tout simplement par le biais de la spéculation sur les plus-values futures.

L'apparence est donc trompeuse : on croit voir poindre de nouveaux secteurs économiques à l'origine d'une source miraculeuse de valeur ajoutée potentiellement infinie. Il n'en est rien : avant même de jaillir, cette source est tarie si elle ne contient en elle aucun travail. Elle ne produira de la valeur que pour autant qu'elle nécessitera du travail. En revanche, si cette production, dont on suppose qu'elle correspond à des besoins, ne requiert que peu de travail, la richesse produite sera proportionnelle à la productivité élevée, tout en n'ayant qu'une valeur faible mais pouvant être vendue à un prix démesuré. Tel est le paradoxe : faible valeur et prix élevé par captation de valeur pour les produits des secteurs dominants, paradoxe dont la levée démystifie la « nouvelle économie ».

Abordons maintenant les difficultés croissantes de mesure de la productivité au fur et à mesure que les services supplantent l'industrie et l'agriculture. Il y a des difficultés réelles et des difficultés imaginaires. On nous dit qu'il devient de plus en plus difficile de mesurer la production de services car on ne sait pas bien évaluer le service rendu et surtout l'amélioration de sa qualité. Voilà le genre de questionnement faux par excellence. S'est-on posé la question au sujet de la qualité du service rendu par l'automobile pour dénombrer les automobiles sortant des chaînes et figurant au numérateur du rapport productivité ? S'est-on posé la même question au sujet des sacs de blé produits de manière intensive et polluante ou des millions de volailles élevées en batterie ? Non. Implicitement, comme M. Jourdain faisant de la prose sans le savoir, la distinction entre valeur d'usage et valeur était opérée. Pourquoi donc, subitement, argue-t-on d'une difficulté inédite à propos des services ? Il suffit de remettre à l'honneur la distinction ci-dessus et cesser de vouloir faire dire à un agrégat de PIB autre chose que ce pour quoi il est fait. On est bien obligé de conclure que ceux qui s'affolent au sujet de cette prétendue difficulté avaient préalablement intériorisé l'idée que le PIB pouvait mesurer le bien-être, que l'on pouvait à la fois mesurer valeur et utilité ou, pire, tirer la première de la seconde. Comment dans ce cas leur faire crédit quand ils prétendent renouveler la critique de l'économie politique ?

¹⁴ . P.N. Giraud, « Un spectre hante le capitalisme : la gratuité », *Le Monde*, 6 mai 2004.

¹⁵ . Voir J.M. Harribey, *La démence sénile du capital*, op. cit.

La fraction de la richesse constituée par les seules marchandises augmente au fur et à mesure que progresse la production, entendue comme volume physique ou encore comme quantité de valeurs d'usage. Si cette quantité progresse au même rythme que la productivité du travail, la quantité globale de travail reste la même, et par suite, la valeur, qui n'est que l'expression de cette dernière, ne varie pas. La valeur globale des marchandises n'augmente que pour autant que la production progresse plus rapidement que la productivité. Le fait que l'ensemble des valeurs d'usage englobe les valeurs d'usage qui ont, en outre, une valeur d'échange ne doit pas occulter celui que, en dynamique, l'évolution de la quantité de valeurs d'usage ne va pas nécessairement dans le même sens que celle de la quantité de valeur. La quantité de valeurs d'usage peut très bien augmenter alors que leur valeur globale diminue si la productivité du travail progresse plus rapidement que la production. *A fortiori*, les valeurs d'usage correspondant à la sphère non monétaire sont totalement indépendantes d'une quelconque valeur.

Les statisticiens déploient des trésors d'ingéniosité pour isoler les évolutions en volume des évolutions de prix. L'enjeu est d'importance car il s'agit d'éviter une sous-évaluation de l'investissement et de la production puisque les prix industriels diminuent parallèlement à la hausse de la productivité du travail. Pour démêler l'effet prix et l'effet volume dans l'évaluation de l'investissement par exemple, les statisticiens ont recours à diverses méthodes dont aucune n'est satisfaisante¹⁶. La première méthode dite des services producteurs est celle qui intègre l'amélioration de l'efficacité productive des équipements pour l'utilisateur : pour estimer la valeur des équipements on tient compte des meilleurs services rendus grâce au perfectionnement technique. Cette méthode annule le résidu appelé « croissance de la productivité totale des facteurs » que l'on obtient en décomposant le taux de croissance économique à partir d'une fonction de production¹⁷. A ce moment-là, l'amélioration de la productivité attribuée au travail s'en trouve accentuée. Notons le dilemme des économistes néo-classiques adoptant une « mesure de la valeur d'usage » (sic) et obligés de voir leur cher résidu de la croissance réduit à néant ! Le résultat est inverse avec la méthode dite des coûts des facteurs qui tient seulement compte des coûts de production pour évaluer les investissements, indépendamment de l'éventuelle amélioration des services rendus à l'utilisateur. Le résidu « croissance de la productivité totale des facteurs » est alors maximal.¹⁸ Redisons-le, cette difficulté n'existe que dans la tête de ceux qui s'imaginent disposer avec les agrégats d'indicateurs mesurant à la fois la valeur (monétaire) et la valeur d'usage.

Pour une réhabilitation de la production non marchande¹⁹

Les économistes ont l'habitude de dire que 45% du PIB sont *prélevés* sous formes d'impôts et de cotisations sociales dénommés – souvent péjorativement – prélèvements obligatoires. Pour beaucoup d'entre eux, c'est trop et, de toute façon, c'est spoliateur. Si l'on

¹⁶ . Pour un aperçu, voir G. Cette, J. Mairesse, Y. Kocoglu, « La diffusion des technologies de l'information et de la communication en France : mesure et contribution à la croissance » dans Conseil d'analyse économique, *Nouvelle économie*, 2000, p. 87-113. Entre les deux méthodes diamétralement opposées présentées ici, la méthode des services producteurs et celle des coûts des facteurs, existent des variantes intermédiaires : la méthode dite hédonique (l'efficacité productive est prise en compte mais pas l'économie permise en coûts variables), et la méthode dite d'appariement (on pondère les évolutions de prix par les quantités achetées pendant la période initiale).

¹⁷ . Voir <http://harribey.u-bordeaux4.fr/cours/ptf.pdf>

¹⁸ . Les indices de prix à utilité constante aboutissent à des résultats contenus à l'intérieur des bornes données par les indices Laspeyre et Paasche, c'est-à-dire proches de l'indice de Fisher. Cf. Magnien F., Pougard J., « Les indices à utilité constante », *Economie et statistique*, n° 335, 2000, 5, p.81-94. L'indice des prix (donc à quantités constantes) Laspeyre est plus élevé que l'indice des prix Paasche. De même pour l'indice des quantités (donc à prix constants).

¹⁹ . Pour un approfondissement, voir J.M. Harribey, « Le travail productif dans les services non marchands : un enjeu théorique et politique », *op. cit.*

en croit la vulgate libérale, les prélèvements seraient effectués sur l'activité marchande privée, la seule productive et donc utile à la société, tandis que, selon une certaine orthodoxie marxiste, ils proviendraient de la plus-value créée dans le secteur capitaliste. Ces thèses ne tiennent pas pour deux raisons.

Premièrement, par les dépenses publiques²⁰ d'éducation, de santé, la collectivité crée des richesses utiles pour le présent et l'avenir, et elle engendre des effets positifs sur l'activité privée elle-même. Mais la dose de redistribution des revenus engendrée par l'action publique est insupportable pour les libéraux et les groupes sociaux les plus favorisés. Ils font fi du classement établi par l'Organisation mondiale de la santé d'où il ressort que la France a l'un des premiers services de santé au monde.

Deuxièmement, il est possible de donner une autre interprétation des dépenses publiques équilibrées par les impôts et cotisations sociales. Elle part du concept keynésien d'anticipation et elle suggère d'en étendre le champ d'application à toutes les activités. Il y a dans notre système économique deux catégories d'agents producteurs : les entreprises privées et la collectivité publique. Comme l'expliqua Keynes²¹, les premières décident de produire quand elles anticipent des débouchés (la demande dite effective) pour leurs marchandises qui répondent à des besoins solvables. Elles réalisent alors des investissements et mettent en circulation des salaires. La vente sur le marché valide cette anticipation, la mévente la sanctionnerait. Quant aux administrations publiques, anticipant l'existence de besoins collectifs, elles réalisent des investissements publics et embauchent aussi. Dans ce second cas, la validation est effectuée *ex ante* par une décision collective et se confond avec l'anticipation. Dans les deux cas, l'injection de monnaie sous forme de salaires et investissements privés et publics lance la machine économique et elle engendre la production de biens et services privés marchands et de services publics non marchands. De la même façon que les salaires versés vont *ensuite* être dépensés pour acheter les biens marchands, le paiement de l'impôt vient, *après* que les services collectifs sont produits, exprimer l'accord de la population pour que soient assurées l'éducation, la protection sociale, la sécurité et la justice. L'anticipation de services publics et leur production par les administrations publiques précèdent donc logiquement leur « paiement » de type collectif par les usagers. L'expression « les impôts financent les dépenses publiques » est trompeuse. L'ambiguïté provient de la confusion entre *financement* et *paiement*. La production capitaliste est financée par les avances de capital en investissements et salaires, avances dont la croissance sur le plan macro-économique est permise par la création monétaire, et les consommateurs paient. Quel rôle joue l'impôt vis-à-vis de la production non marchande ? Il en est le paiement socialisé. Le contribuable ne « finance » pas plus l'école ou l'hôpital que l'acheteur d'automobile ne « finance » les chaînes de montage. Car le financement est préalable à la production, que celle-ci soit marchande ou non marchande²². Et le paiement, privé ou socialisé, lui est postérieur.

On pourrait objecter que les impôts d'une année servent à payer les dépenses publiques de l'année suivante et ainsi de suite. Mais cet argument déplace la discussion du plan logique au plan historique et la recherche d'une chronologie débouche sur une impasse du type de la poule et l'œuf. Il convient donc d'apporter une réponse logique à un problème d'ordre logique : l'économie capitaliste étant une économie monétaire, pourrait-on effectuer des prélèvements sur une base qui n'aurait pas encore été produite et, pis, qui devrait résulter de

²⁰ . Il convient de distinguer les dépenses publiques correspondant à des achats de produits issus de l'activité privée (par exemple, la construction d'une route commandée à une entreprise privée de BTP) et celles correspondant à une production publique non marchande. C'est de cette dernière dont nous discutons ici.

²¹ . JM. Keynes, *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, Paris, Payot, 1969.

²² . Le projet de traité constitutionnel européen consacrait l'interdiction faite aux Etats d'emprunter auprès de la Banque centrale européenne, non pas pour *payer* les dépenses publiques mais pour les *financer*, c'est-à-dire en faire l'avance.

ces prélèvements ? Puisque c'est logiquement impossible, le retournement s'impose : la production non marchande et les revenus monétaires qui y correspondent précèdent les prélèvements.

Contrairement à l'opinion dominante, les services publics ne sont donc pas fournis à partir d'un prélèvement sur quelque chose de pré-existant. Leur valeur monétaire, mais non marchande, n'est pas ponctionnée et détournée ; elle est *produite*. Dès lors, dire que l'investissement public évince l'investissement privé n'a pas plus de sens que dire que l'investissement de Renault évince celui de Peugeot-S.A. ou d'Aventis. Dire que les salaires des fonctionnaires sont payés grâce à une ponction sur les revenus tirés de la seule activité privée n'a pas plus de portée que si l'on affirmait que les salaires du secteur privé sont payés grâce à une ponction sur les consommateurs, car ce serait ignorer que l'économie capitaliste est un circuit dont les deux actes fondateurs sont la décision privée d'investir pour produire des biens et services marchands et la décision publique d'investir pour produire des services non marchands. L'impôt n'est donc pas un prélèvement sur de la richesse déjà existante, c'est le prix socialisé d'une richesse supplémentaire.

En d'autres termes, les prélèvements obligatoires sont des *suppléments obligatoires consentis socialement* et leur paiement permet qu'ils soient renouvelés de période en période. Mais la pérennité de la production de services collectifs se heurte à une contradiction que seul le débat démocratique peut aider à dépasser : la demande de services collectifs par la société n'est qu'*implicite* car il existe un écart entre le consentement *collectif* à leur existence et les réticences *individuelles* au paiement de l'impôt qui sont nourries à la fois par les profondes inégalités devant celui-ci et par la croyance, entretenue par l'idéologie libérale, que le paiement de l'impôt est contre-productif et spoliateur.

En rendant explicite la demande implicite de services collectifs et de protection sociale, l'Etat en fait un principe d'action dont la logique avait été posée par Keynes. Pour en asseoir la théorie, il suffit d'élargir son concept d'anticipation aux décisions de dépenses publiques : celles-ci sont prises au nom du principe que j'appelle *principe de la demande implicite anticipée des services collectifs*.

En distinguant radicalement valeur d'usage et valeur d'échange, c'est-à-dire richesse et valeur, les classiques anglais et Marx laissèrent la porte théorique ouverte à une conception de la richesse qui ne soit pas réduite à ce qui est marchand et donc ayant un prix de marché. Au contraire, en niant la distinction entre valeur d'usage et valeur d'échange et surtout en fondant la seconde sur la première et donc en mettant un signe d'identité entre les deux, Say et ultérieurement les marginalistes et néo-classiques ont fermé définitivement la porte à une légitimité de la production de services non marchands. Puisque la satisfaction ne peut provenir que de valeurs d'usage (proposition juste) et que valeur d'échange est identique à valeur d'usage (proposition fausse car le lait bu par le nourrisson au sein de sa mère a une valeur d'usage mais pas de valeur d'échange), alors la satisfaction ne peut provenir que de l'extension perpétuelle de la valeur marchande (conclusion obligatoirement fausse dès l'instant où la seconde proposition l'est). La critique de ce que nous appelons aujourd'hui la marchandisation du monde avait été faite par Marx. Say a eu beau dire que tout bien utile est de la richesse, ce en quoi il a raison, lui-même et ses successeurs néo-classiques ont eu le tort d'en déduire que tout ce qui est utile *est* de la valeur sans préciser de quelle valeur il s'agit. C'est faire injure aux classiques anglais et à Marx que de dire qu'ils ont écarté la valeur d'usage. Ils ont simplement montré que l'objet de l'économie politique était de résoudre la question de la *valeur d'échange des marchandises*. Et Marx enfoncera le clou en répétant sans cesse que la vente sur le marché valide le travail social dépensé. Il est regrettable que la plupart des manuels d'histoire de la pensée affirment que Marx a ignoré l'utilité des marchandises. Il avait tout simplement compris la différence entre une condition nécessaire et

une condition nécessaire et suffisante et il avait intégré l'interaction entre l'organisation sociale de la production et l'utilité.

Jacques Généreux, qui a tenté de découvrir les « vraies lois de l'économie », affirme que l'on peut légitimer les services publics par la théorie néo-classique de la valeur car, dit-il, la théorie de l'utilité marginale a définitivement, et de manière correcte, résolu l'énigme de la valeur²³. L'auteur a raison de dire que « l'impôt n'est pas un prélèvement sur les richesses, mais le coût de la production d'une autre richesse, publique, qui répond à des besoins de la population »²⁴, et, en cela, il rejoint en partie la thèse défendue ici, mais il a sans doute tort de la justifier en faisant appel à une théorie qui en est incapable : dans la théorie néo-classique, le passage de l'utilité cardinale à l'utilité ordinale²⁵ est effectué sur le papier mais jamais accompli en réalité. Car le dilemme suivant est insurmontable : ou bien on raisonne en termes de préférences ordinales et alors toute comparaison interpersonnelle et toute agrégation sont impossibles ; ou bien on raisonne en termes de préférences cardinales, ce qui rendrait possible la comparaison interpersonnelle mais à condition que l'utilité soit mesurable, ce qui est impossible. La différenciation des fonctions d'utilité fait resurgir subrepticement ce que l'on a cru chasser : mathématiquement, une dérivée est une limite du rapport de deux accroissements ; la mesure impossible réapparaît donc. L'égalité du rapport entre les prix et du rapport entre les utilités marginales (condition néo-classique d'optimum) est un résultat du processus d'échange (le rapport des prix peut *a posteriori* nous donner une indication du rapport des utilités marginales) et ne peut donc fonder, expliquer celui-ci.

Il y eut une énigme restée longtemps sans réponse au sujet de la théorie de la valeur-travail esquissée par Ricardo. Parce que l'intensité capitaliste (ou composition organique du capital selon Marx), c'est-à-dire le rapport entre équipements et main d'œuvre, diffère selon les branches capitalistes, les prix incorporant un taux de profit moyen différent de l'équivalent monétaire des quantités de travail incorporé. Marx avait proposé le principe d'une solution à ce problème, mais sans pouvoir lui donner une application satisfaisante car il ne disposait pas de certains théorèmes mathématiques démontrés ultérieurement²⁶. Aujourd'hui on sait établir une correspondance entre les prix et l'équivalent monétaire d'une certaine quantité de travail qui, certes, rompt la correspondance exacte microéconomique avec le travail incorporé au sens de Ricardo, mais qui établit définitivement que, sur le plan global, seul le travail crée de la valeur nouvelle. La théorie de la valeur-travail n'est donc pas un « imbroglio impossible à démêler » comme le dit Généreux²⁷. Si l'on n'en était pas entièrement convaincu, comment expliquer qu'à long terme les prix baissent au fur et à mesure que progresse la productivité du travail ? Et comment pourrait-on affirmer dans le

²³ . J. Généreux, « Ce qui a de la valeur n'a pas de prix », *Alternatives économiques*, n° 185, octobre 2000 ; *Les vraies lois de l'économie*, Paris, Seuil, 2005.

²⁴ . J. Généreux, « L'impôt n'est pas un prélèvement obligatoire », *Alternatives économiques*, n° 191, avril 2001.

²⁵ . Les pionniers de la théorie néo-classique, que l'on appelle les marginalistes, faisaient comme s'il était possible de mesurer l'utilité ou la satisfaction retirée de l'utilisation d'un bien ; ils avaient donc une conception de l'utilité dite cardinale. Mais peu à peu, notamment sous l'impulsion de Pareto, les néo-classiques développèrent une conception de l'utilité dite ordinale : il n'est certes pas possible de mesurer l'utilité, mais l'individu, étant rationnel, sait classer ses préférences, c'est-à-dire ordonner sur une échelle les satisfactions retirées de telle ou telle consommation. En réalité, le passage d'une conception à l'autre n'est pas vraiment accompli car la conception de l'utilité cardinale resurgit dès l'instant où l'on utilise le calcul différentiel pour maximiser des fonctions d'utilité.

²⁶ . Il s'agit des théorèmes de l'algèbre matricielle de Perron et Frobenius. Pour un aperçu, voir L. Pasinetti, *Leçons sur la théorie de la production*, Paris, Dunod, 1985.

²⁷ . J. Généreux, « Ce qui a de la valeur n'a pas de prix », 2000, et *Les vraies lois de l'économie*, 2005, p. 57.

débat sur le financement des retraites que les actifs font toujours vivre les inactifs et que la capitalisation n'apporte aucune ressource globale supplémentaire ?²⁸

C'est donc la théorie classique et marxienne de la valeur – qui est une théorie des rapports sociaux avant d'être une théorie des prix – qui seule permet de légitimer la production de services collectifs non marchands, et cela bien que les classiques et Marx se soient surtout occupés de la valeur d'échange des marchandises. Ce ne peut être la théorie néo-classique erronée de la valeur-utilité qui a éliminé la première parce que précisément celle-ci faisait la part trop belle aux rapports sociaux dans l'explication des phénomènes économiques. Pour cela, la théorie néo-classique a répandu le mythe de l'*homo oeconomicus* et elle ne connaît que des individus isolés, la société n'existant pas. En bref, on ne peut pas légitimer la production des biens publics par une théorie de la valeur qui en supprime à la base la possibilité logique.

De ce point de vue, les affirmations d'un certain courant de l'écologie prétendant que, pour prendre en compte la nature dans l'économie, il faut considérer que les ressources naturelles créent de la valeur économique, constituent de graves contresens, en tout point comparables à la croyance libérale selon laquelle le capital (chose morte par excellence) crée de la valeur. L'utilisation par un certain courant de l'écologie de la notion libérale néo-classique de fonction de production à facteurs substituables dans laquelle est introduit, à côté du travail et du capital, le facteur environnemental, témoigne bien d'un ralliement pur et simple à la conception libérale qui impute la création de valeur à chacun de ces facteurs à hauteur de la part que le capitalisme leur attribue sous forme de rémunération.²⁹

A l'opposé de ces affirmations, il faut redire que la nature a une valeur d'usage qui est incommensurable à toute valeur économique : en l'état naturel, les ressources dites naturelles *sont de la richesse mais n'ont pas de valeur monétaire*.

Il y a donc ici quatre niveaux de compréhension : 1) les ressources naturelles sont des richesses ; 2) elles n'acquièrent éventuellement de valeur économique que par l'intervention du travail humain (une ressource gisant au fond des océans n'a aucune valeur économique si elle est inaccessible ou si l'on ne va pas la chercher) ; 3) elles ne créent pas elles-mêmes de valeur, tout en étant indispensables à la production de richesse et valeur nouvelles par le travail ; 4) si, en dehors de tout usage, on fait le choix de préserver les équilibres des écosystèmes, c'est au nom de « valeurs » qui ne ressortissent pas à l'économique, mais à l'éthique ou au politique.

L'élaboration de nouveaux indicateurs de richesse a une portée s'il s'agit de participer à l'émergence d'une nouvelle conception de la richesse hors de la domination des catégories marchandes. Il ne servirait à rien de construire de nouveaux instruments de mesure qui n'accompagneraient pas les transformations sociales nécessaires à l'épanouissement de tous les humains et à leur bien-être. Un indicateur n'est jamais que le reflet d'une organisation sociale. Comme le disait Keynes, ce n'est pas la queue du chien qui fait remuer celui-ci, c'est l'inverse.

L'enfer est pavé de bonnes intentions. Reconsidérer la richesse n'exige pas seulement de réviser les indicateurs, c'est-à-dire l'instrument de mesure, ni même l'objet de la mesure. Cela exige de remettre en question l'organisation économique au service de laquelle est l'instrument de mesure pour promouvoir une facette restrictive de la richesse. Le changement d'indicateurs n'a de sens que s'il accompagne une transformation des rapports sociaux. Il

²⁸ . Voir J.M. Harribey, « Mondialisation capitaliste, démographie et protection sociale : le cas des retraites soumises à la logique financière », in I. Daugareilh, *Travail, droits fondamentaux et mondialisation*, Bruxelles, Ed. Bruylant, L.G.D.J., 2005, p. 211-228, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/retraites/demo-retraites.pdf>.

²⁹ . Voir J.M. Harribey, « La misère de l'écologie », *Cosmopolitiques*, n° 10, septembre 2005, p. 151-158.

serait paradoxal que nous disposions d'un « bon » indicateur de bien-être pendant que l'exploitation de la force de travail et de la nature perdure et que l'accumulation financière s'épanouisse.

L'empressement avec lequel certains apportent leur pierre au discrédit jeté sur l'économie politique classique et la critique qu'en avait faite Marx est curieux. S'agirait-il d'éviter un questionnement sur les rapports sociaux au sein desquels une certaine représentation de la richesse domine ? Dans ce cas, la reconsidération de la richesse serait de faible portée. S'il s'agissait au contraire de prendre ce problème à bras le corps, des perspectives nouvelles s'ouvriraient.